



COMMUNIQUE DE PRESSE

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

Appel urgent à la restructuration du système financier mondial dans l'intérêt des populations

[HARARE, ZIMBABWE], 18 avril 2024- [Le Forum et réseau africain sur la dette et le développement](#) (AFRODAD) et ses partenaires demandent une réforme urgente du système financier mondial alors que [les réunions de printemps du Fonds monétaire international \(FMI\) et de la Banque mondiale](#) se déroulent à Washington DC du 17 au 19 avril 2024. Le thème de cette année est "Energiser l'Afrique": Que faut-il pour accélérer l'accès et améliorer les conditions de vie?

La crise de la dette n'est plus un risque, mais une réalité dans de nombreux pays africains, avec près de la moitié des pays du continent en situation de surendettement ou de risque élevé de surendettement. En 2024, [la dette totale de l'Afrique](#) s'élève à 1,13 trillion de dollars, ce qui représente une augmentation de 374% de la dette publique entre 2000 et 2024. Le coût du service de la dette continue d'absorber une part importante des ressources publiques, ce qui a des répercussions sur [les investissements publics](#), la croissance économique et le développement durable. [Environ 30 millions de personnes en Afrique ont basculé dans l'extrême pauvreté](#) en 2021 et la tendance s'est poursuivie en 2022 et 2023. Le ratio dette/PIB atteint en moyenne 198% au Soudan et plus de 100% en République démocratique du Congo, au Mozambique et en Zambie.

L'augmentation de la dette prouve clairement que [l'allègement de la dette, comme l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et l'initiative d'allègement de la dette multilatérale \(PPTe/MDR\), l'initiative de suspension du service de la dette, l'émission de droits de tirage spéciaux \(DTS\) en 2021 et, actuellement, le cadre commun du G20](#) ont échoué, car ils ont créé une marge de manœuvre pour emprunter davantage, alors que les pays bénéficiaires ont obtenu des résultats médiocres en termes de développement, par rapport aux pays qui n'ont pas bénéficié de l'allègement de la dette.

En ce qui concerne les lacunes du cadre commun du G20: (i) l'annulation pure et simple de la dette, (ii) l'exclusion des économies à revenu intermédiaire telles que l'Égypte et la Tunisie, même si l'analyse de la viabilité de la dette montre qu'elles sont en difficulté, (iii) le fait qu'il privilégie la dette bilatérale alors que 40% de la dette africaine est due à des créanciers privés, (iv) le risque associé de dégradation du crédit et (v) la difficulté d'associer des créanciers aux objectifs contradictoires au processus de restructuration, il est difficile pour le cadre commun du G20 d'attirer de nombreux pays africains et de restructurer leur dette avec succès.

Il est donc urgent de changer d'orientation et de stratégie pour apporter des solutions structurelles au problème de l'endettement récurrent sur le continent. Des pays comme le Tchad, l'Éthiopie, le Ghana et la Zambie ont demandé à être restructurés par le G20, mais ils continuent à se débattre dans un processus lent qui a affecté négativement leur cote de crédit et ne leur a pas apporté de solution durable à leur situation d'endettement. La Zambie a conclu un accord de restructuration avec ses créanciers officiels, ce qui est louable, mais si l'allègement ou la restructuration de la dette est nécessaire pour créer une marge de manœuvre budgétaire, les solutions à long terme devraient se concentrer sur des réformes de politique structurelle liées aux préoccupations relatives à l'architecture financière. En outre, [le Ghana, qui a manqué à ses obligations en matière de dette](#) en décembre 2022 et qui avait demandé une restructuration au G20, a vu le processus interrompu le 15 avril 2024, le FMI ayant indiqué que l'accord ne correspondait pas à ses paramètres de viabilité.

A l'occasion des réunions de printemps, AFRODAD et d'autres organisations de la société civile appellent à une restructuration de la gouvernance du FMI et de la Banque mondiale afin de mettre fin aux engagements financiers débilissants des pays africains à faible revenu et des pays en développement. Le moment est venu de mettre l'accent sur un mouvement audacieux vers des solutions structurelles. C'est le moment pour l'Afrique de s'opposer avec véhémence aux politiques du FMI et de la Banque mondiale qui ne donnent pas la priorité aux populations et aux créanciers qui prêtent de manière irresponsable sans respecter le devoir de diligence à l'égard de l'emprunteur.



AFRICAN FORUM AND NETWORK
ON DEBT AND DEVELOPMENT

Si le FMI et la Banque mondiale sont vraiment soucieux d'améliorer la vie des Africains, ils doivent d'abord reconnaître qu'ils sont au cœur de l'augmentation de la dette, de la dépendance économique et de la pauvreté sur le continent et, par conséquent, accueillir favorablement leur restructuration pour qu'ils soient adaptés à leur objectif. "[Je me joins à l'appel à la collaboration internationale](#) pour construire une architecture de la dette axée sur le développement qui soit plus juste et équitable et qui donne aux pays en développement et aux communautés affectées la marge de manœuvre fiscale nécessaire pour investir dans la croissance et le développement durable de leur pays". Dennis Francis, président de l'Assemblée générale des Nations unies.

"La crise de la dette est une crise du développement et à moins que nous ne fassions quelque chose de très urgent pour réparer l'architecture financière mondiale, nous allons avoir une régression des progrès réalisés dans le cadre de l'Agenda 2063 et les populations, en particulier les plus vulnérables, y compris les femmes et les filles, seront encore plus durement touchées" Jason Braganza, directeur exécutif d'AFRODAD.

Pour plus d'informations et pour participer aux sessions d'AFRODAD et de ses partenaires le vendredi 19 avril 2024, [suivez ce lien](#).

Pour obtenir une interview ou d'autres informations sur les médias, envoyez un email à media@afrodad.org